

Egypte : Rien ne changera, ou pas comme on le pense



Article rédigé par *François Martin*, le 22 juin 2012

Notre dernier article sur l’Egypte s’intitulait « [Un changement pour que rien ne change ?](#) ». Si l’on en doutait, les militaires viennent d’en donner la preuve absolue, en abattant leur dernier atout, de main de maître, au moment le plus sensible : après avoir annoncé jeudi l’invalidation du scrutin législatif et samedi la [dissolution du Parlement](#), ils publient dimanche soir, jour du deuxième tour de l’élection du Président de la République, quelques minutes après la fermeture des bureaux de vote, [une « Déclaration constitutionnelle »](#) qui réduit à leur plus simple expression les prérogatives du futur Président.

La Confrérie des Frères Musulmans, qui croyait avoir course gagnée, et avait déjà annoncé la victoire de son candidat, Mohamed Morsi, se trouve prise totalement à contre-pied. En effet, contre une alliance tacite avec l’armée, et la promesse de celle-ci de les laisser aller aux urnes, terrain où ils se sentaient forts, ils avaient accepté de participer à la démobilisation de la Place Tahrir, au beau milieu de la révolution. A l’époque, cela pouvait sans doute passer pour un bon calcul, puisque cela leur permettait de se démarquer des autres forces « progressistes », de se donner un statut de modérés vis-à-vis du parrain américain, et de prendre de l’avance pour les futurs scrutins législatif et présidentiel. Les législatives avaient certainement renforcé ce sentiment, puisque le mouvement avait largement remporté ce scrutin, avec 65% des voix et 70% des sièges [\[1\]](#). Forts de ce succès, les Frères voyaient s’ouvrir un boulevard devant eux, avec à terme, croyaient-ils, la promesse des ors du Palais du Raïs. C’était sans compter avec l’habileté tactique des militaires [\[2\]](#), qui les forcent maintenant à un choix, au moment où ils sont, paradoxalement, le plus fragilisés.

En effet, avec la « Déclaration constitutionnelle », le CSFA [\[3\]](#) conserve le pouvoir de légiférer, de déclarer la guerre, de maintenir l’ordre, avec en outre la haute main sur la composition du Comité de rédaction de la future Constitution, et un droit de veto sur celle-ci. Excusez du peu... Que restera-t-il au futur Président, à part inaugurer quelques mosquées ?

Chiche !

Face à cela, la Confrérie se retrouve très isolée, puisqu’elle s’est coupée de ses autres alliés par ses choix tactiques précédents, et sa victoire législative écrasante, qui a certainement attisé contre elle nombre de jalousies. De plus, le scrutin présidentiel très serré montre bien qu’il n’y a ni dans la population des petits fellah du Nil, ni dans le prolétariat des banlieues [\[4\]](#), de consensus fort contre les militaires, à un moment où on peut penser que l’aspiration à l’ordre, condition expresse du développement de l’agriculture et du petit commerce, est plus forte que jamais. Par ailleurs, même les puissances occidentales ne semblent pas vraiment soutenir les Frères [\[5\]](#), échaudées qu’elles sont par ce qui se passe en Tunisie, au Maroc et ailleurs [\[6\]](#).

Les militaires sont donc sûrs de leur coup : après avoir dissous l’assemblée et dévitalisé la fonction présidentielle, à un moment où toutes les opinions, internes et externes, semblent assez favorables, quel que soit le candidat élu, ils garderont la main, avec, soyons-en sûrs, un ouf de soulagement, en sous-main, des américains. En même temps, ils disent à leur adversaire « Tu veux faire appel au peuple ? Chiche ! »

Maintenant, la seule alternative des Frères Musulmans est la rue. Le principal « responsable » des erreurs du passé, le bouc émissaire Hosni Moubarak mort fort à propos aujourd’hui-même, on peut parier que les

militaires ne prendront pas le risque d'une répression brutale et sanglante. Ils laisseront pourrir le mouvement et la Confrérie s'enliser dans des appels sans lendemain.

Pour arrêter une révolte ou une grève, le B.A.-BA, semble-t-il, c'est de diviser les organisateurs, et de la faire durer. A ce jeu, visiblement, les généraux égyptiens sont des maîtres. Pas besoin pour eux d'avoir connu Mai 68. Mais qu'en sortira-t-il pour le pays ? Les militaires, soulagés de ne pas avoir perdu le « gâteau » des subventions américaines [7], retrouveront-ils leurs mauvaises habitudes de corruption et d'immobilisme, que Moubarak avait voulu maladroitement interrompre, ou bien, échaudés par l'affaire, imposeront-ils les réformes économiques dont le pays a besoin depuis si longtemps ? Ça, c'est la vraie question.

Photo : 12 février 2011 © Wikimedia Commons

[1] Il est à remarquer, dans ce scrutin, la percée des fondamentalistes salafistes, avec 25% des voix, ce qui est énorme, et aussi, ce que la presse occidentale n'a pas trop dit, la déroute totale des mouvements libéraux et laïques et de ceux issus de la révolte de la Place Tahrir. Preuve que les égyptiens, dans leur immense majorité, ne partagent pas la vision idéaliste « révolutionnaire » à l'occidentale. Ce qu'ils veulent, c'est de l'ordre, militaire ou islamique, et du pain... Ces revendications-là ne sont pas bourgeoises, mais populaires. Cf http://www.20minutes.fr/monde/etats_unis/857868-egypte-islamistes-triomphe-elections-legislatives

[2] Les égyptiens, en effet, et les militaires n'y font pas exception, sont particulièrement malins, « florentins » et forts en « coups tordus ». L'auteur de l'article, qui les a longuement pratiqués dans les affaires, en sait quelque chose...

[3] Le Conseil Supérieur des Forces Armées

[4] Et contrairement à ce qu'en dit la presse occidentale à longueurs de pages et de journaux TV

[5] A-t-on entendu vociférer les chancelleries, et leurs cris de « trahison démocratique » ? Il faut vraiment tendre l'oreille...

[6] Il n'y a guère qu'en Syrie que l'on ne dit rien. Si Bachar El Assad tombe, la presse aura beau jeu alors de dénoncer la mise au pas islamiste, et le bain de sang. Est-ce qu'on ne le sait pas déjà ? Pourquoi donc se tait-on ?

[7] Cf

<http://www.libertepolitique.com/L-information/Decryptage/Egypte-un-changement-pour-que-rien-ne-change>